



Editorial

Le Handicap au Maroc : un problème de santé publique.**Maryam FORTASSI, M.D. ; PhD.***Professeur Agrégé en Médecine Physique et de Réadaptation Université Mohammed Premier d'Oujda*

Le handicap est un phénomène universel avec une prévalence estimée à 15% soit plus d'un Milliard de la population du monde. Il est reconnu par l'OMS comme un problème mondial de santé publique, une question de droits humains et une priorité de développement.

Selon l'enquête nationale de 2014, le Handicap touche 2,2 millions de personnes soit 6,8% de la population Marocaine, avec une prévalence qui atteint 33,7% chez les sujets âgés. Au Maroc d'aujourd'hui, toute personne en situation de handicap (PSH) a le droit à une prise en charge médicale adaptée à sa condition et sans aucune discrimination tel que stipulé dans la nouvelle constitution de 2011, ainsi que dans la convention des droits des PSH ratifiée par le Maroc en 2009. Cette prise en charge aurait pour objectif de traiter les pathologies à l'origine du handicap (AVC, tumeurs, maladies chroniques...etc.) et leurs conséquences évolutives d'une part, et d'autre part offrir une réhabilitation fonctionnelle personnalisée qui permettrait à toute PSH de retrouver une vie autonome et une participation sociale optimale.

Cependant, le Handicap reste une problématique de santé encore peu considérée au Maroc et pour laquelle peu de choses sont faites à ce jour. L'enquête nationale a révélé que « l'amélioration de l'accès aux services de santé », était la principale demande formulée par 47,5% des PSH au Maroc. En effet, une PSH sur 5 au Maroc n'a jamais bénéficié d'aucune prise en charge médicale, notamment à cause de facteurs financiers, d'éloignement géographique et d'inadaptation des structures de soin.

En contraste avec le développement considérable des services de santé marocains dans la majorité des domaines de soin, tels la prise en charge en réanimation, le traitement du cancer, la transplantation d'organes et la chirurgie plastique, il est désolant de constater que les soins de suite et de réadaptation (SSR) restent encore très peu développés avec une représentation anecdotique de 25 lits d'hospitalisation en SSR dans le secteur public soit 0,1% de la capacité litière au niveau national. Une étude réalisée au niveau du CHU de Fès a objectivé un besoin de

soins de rééducation hospitalière chez 24,5% des patients hospitalisés, ce qui rejoint les recommandations de l'OMS, à savoir, la nécessité de consacrer entre 10 et 30% de la capacité litière hospitalière aux SSR.

Au Maroc d'Aujourd'hui, la majorité des soins de rééducation, d'appareillage et de réadaptation sont proposés uniquement dans des centres ambulatoires souvent difficiles d'accès pour une population souffrant de limitations fonctionnelles et ayant du mal à se déplacer vers ces centres de façon quotidienne ou bihebdomadaire. De plus, ces soins sont essentiellement prodigués par plusieurs intervenants (kinésithérapeute, orthophoniste, orthoprothésistes...etc.), travaillant chacun dans son coin, sans une réelle coordination ni optimisation des interventions aux besoins réels du patient, ce qui ne pourrait se faire sans l'implication effective d'un chef d'orchestre représenté par le médecin de Médecine Physique et de Réadaptation (MPR) qui assure la priorisation des soins multi-professionnels et le suivi au long cours du patient en situation de Handicap. Cependant, la MPR reste encore à nos jours une discipline nouvelle et quasi-orpheline qui a besoin d'être reconnue à sa juste valeur et développée pour répondre aux besoins de la population handicapée au Maroc.

Il convient de souligner et de saluer les efforts fournis par le ministère de la santé notamment à travers la mise en place du premier plan national « Santé et Handicap 2015-2021 », qui se veut ambitieux avec 6 axes, 20 mesures, et 73 actions couvrant les différents domaines depuis la prévention jusqu'à la recherche scientifique en terme de handicap au Maroc, et que nous espérons apportera de réelles solutions et améliorations à la santé des PSH au Maroc qui puissent être réellement perçues par le citoyen dans sa vie de tous les jours.

Si aujourd'hui au Maroc, plusieurs avancées ont été réalisées dans la reconnaissance des droits des PSH, notamment sur le plan juridique et constitutionnel, beaucoup reste encore à faire pour rendre ces droits palpables dans la vie quotidienne des PSH, surtout dans le domaine des soins médicaux et rééducatifs, avec le concours des différents intervenants pour le bénéfice de la personne et de la société.